

Arrêté du Maire

Arrêté provisoire de la circulation : OPÉRATION DE DÉPLOIEMENT D'UN RÉSEAU FIBRE DANS LES CONDUITES ORANGE EXISTANTES POUR L'OPÉRATEUR BOUYGUES TÉLÉCOM EN CHANTIER MOBILE À UNIEUX (42).

O B J E T : Stationnement et dépassement interdits, limitation de vitesse, réduction de largeur de chaussée, neutralisation de voie et de trottoirs, mise en place d'une régulation de flux au droit des différents lieux d'intervention (chantier mobile) sur la commune d'UNIEUX (Rue HOLTZER, Rue PASTEUR, Avenue Roger SALENGRO, Place DÉCHANDON et Rue Thérèse DÉCLINE).

Le Maire de la Commune d'UNIEUX,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2122-24, L. 2122-27, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 et suivants, L 411-1, R 110-2, R 325-1 et suivants, R 411-8, R 411-21-1, R 411-25, R 411-26, R 413-1 et R 417-1 et suivants relatifs à la réglementation de la circulation ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code Pénal notamment l'article R610-5 ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963 relatif à la signalisation des routes et autoroutes approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié ;

Vu la demande en date du **19 Septembre 2022**, formulée par mail par **Mme Anne-Claire JOHNER, Assistante de Production** pour le compte de l'entreprise **SPIE CityNetworks, Direction Opérationnelle Télécom Est, sise 33 Avenue du Docteur G. LÉVY, 69693 VENISSIEUX**, en charge de la réalisation de travaux de déploiement en chantier mobile d'un réseau fibre pour l'opérateur BOUYGUES TELECOM dans les conduites Orange existantes **en différents points de la commune d'UNIEUX**, travaux réalisés avec l'aide d'autres sous-traitants à savoir les entreprises **NETCOM sise 12 Rue André PETIT 45120 CHALETTE SUR LOING** et **Compagnie des Télécoms et réseaux, sise ZI de GALINAY 42230 ROCHE LA MOLIERE** ;

Considérant qu'il convient de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de permettre la réalisation des travaux, d'assurer la réglementation de la circulation, et la sécurité publique ;

Arrête

ARTICLE 1^{er} : Afin de permettre la réalisation des travaux précités **en chantier mobile, nécessitant l'accès aux chambres télécom et réseau sur différents secteurs de la commune d'UNIEUX, prévus pour la période du Lundi 03 Octobre 2022 au Vendredi 21 Octobre 2022**, des restrictions de circulation sont mises en place ponctuellement sur chaque site impacté par les travaux :

- Durant toute la durée d'intervention de l'entreprise mandante sur l'ensemble des chantiers considérés (secteurs énumérés ci-après), la vitesse sera limitée à 30 KM/H et le dépassement interdit aux abords de ceux-ci ;
- Le stationnement sera également interdit au droit des travaux pour permettre à l'entreprise de travailler en toute sécurité ;
- Les trottoirs potentiellement impactés seront fermés et les usagers seront invités à utiliser le trottoir opposé ;
- Suivant la localisation sur la chaussée, la circulation pourra se faire sur une seule chaussée, régulée par alternat au moyen soit de **feux tricolores**, soit de piquets **K10** en amont et en aval des travaux sous la responsabilité et le contrôle du conducteur de travaux.

Les secteurs impactés par les travaux pour lesquels le présent arrêté vaut autorisation d'occupation du domaine public pour cette seconde et dernière phase sont :

↳ Rue HOLTZER

↳ Rue PASTEUR

↳ Av. Roger SALENGRO

↳ Rue PENEL

↳ Place DÉCHANDON

↳ Rue Thérèse DÉCLINE

Le présent arrêté vaut autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

ARTICLE 2 : Une signalisation réglementaire devra obligatoirement être mise en place par l'**entreprise intervenante** responsable des travaux, **de part et d'autre de chaque chantier à une distance suffisante**, pour informer les usagers circulant sur l'axe considéré. La même signalétique sera apposée en amont et en aval des travaux pour permettre aux piétons de marcher en toute sécurité sur le trottoir/accotement opposé si besoin et.

Si les chantiers à réaliser se situent à proximité d'un carrefour ou d'une intersection, une signalisation devra être également installée, pour informer les usagers s'engageant sur la rue des travaux.

En tout état de cause **les entreprises intervenantes** responsables des travaux, devront utiliser une signalisation **adaptée à chaque secteur d'intervention** et la plus grande vigilance devra être observée. **Chaque chantier devra être constamment sécurisé et signalé tant pour les véhicules que pour les piétons.**

Chaque bénéficiaire est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de signalisation. L'ensemble de la signalisation (interdiction, rétrécissement, déviation, balisage, barriérage de chantier...) est à la charge de chaque entreprise. Les équipes intervenantes devront être en possession du présent arrêté. L'accès aux immeubles riverains et la viabilité de chaque axe devront être maintenus.

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation routière qui les portera à la connaissance des usagers. L'affichage du présent arrêté sur le lieu des travaux est obligatoire.

ARTICLE 4 : Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : Mme la Directrice Générale des Services de la mairie d'UNIEUX, M. le Commissaire de Police à FIRMINY, M. l'Agent de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Copie du présent arrêté sera transmise à :

- PIE CityNetworks, 33 Avenue du Docteur G. Lévy, Bâtiment 35, 69693 VENISSIEUX et ses prestataires ;
- M. le Commissaire de Police à FIRMINY ;
- Monsieur l'Agent de la Police Municipale d'UNIEUX.

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- certifie que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Il peut-être saisi en ligne par le biais du site internet www.telerecours.fr.

Fait en Mairie d'UNIEUX,

Le 19 Septembre 2022

Le Maire

Christophe LAVERJON

